

Soudan du Sud

Développements macroéconomiques récents

Après une croissance de 13,2 % en 2020, le PIB s'est contracté de 6,0 % en 2021 en raison des inondations, des invasions de criquets et de la COVID-19. Les mesures visant à contenir la propagation de la pandémie ont restreint les déplacements et les heures d'ouverture des entreprises, et affecté le secteur des services. Du côté de l'offre, les inondations et les criquets ont frappé de plein fouet l'agriculture. La production dans le secteur pétrolier, qui représente plus de 75 % du PIB et 80 % de la valeur ajoutée du secteur de l'industrie, a chuté certains gisements pétroliers étant arrivés à maturité. La consommation publique et privée, qui a tiré la croissance du côté de la demande en 2020, a été touchée par la réduction de l'activité économique en 2021.

Une politique monétaire plus stricte a réduit l'inflation à environ 24,0 % en 2021, contre 33,3 % en 2020. La concurrence dans le secteur financier est limitée, bien que le taux de prêts non productifs, qui représentait 12 % du total des prêts en septembre 2021, ait été inférieur au seuil légal de 20 %. Le déficit budgétaire qui a fléchi à 6,7 % du PIB en 2021, contre 9,8 % en 2020, reflétant la consolidation budgétaire, a été financé principalement par des prêts adossés au pétrole. La cote de risque de la dette publique a connu une amélioration, passant en 2021 de surendettement à un risque élevé à la suite d'une restructuration de la dette en 2020. Le déficit du compte courant qui, grâce à la baisse des transferts financiers vers le Soudan, s'est amélioré pour atteindre 15,6 % du PIB en 2021 — contre 16,9 % en 2020 — a été financé par des IDE et des envois de fonds. L'allocation de DTS (334 millions USD) a financé le déficit (150 millions USD) et a fait décoller les réserves internationales (184 millions USD). Un Plan de préparation et de réponse à la pandémie de COVID-19 d'un montant de 49,2 millions USD a été mis en œuvre pour atténuer ses effets socioéconomiques.

Perspectives et risques

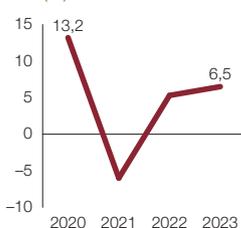
La croissance devrait rebondir à 5,3 % 2022 et à 6,5 % en 2023 grâce à la hausse des recettes d'exportation de pétrole. Elle sera tirée par l'industrie, la consommation et l'investissement privés. L'inflation devrait chuter à 5,3 % en 2022 grâce à l'amélioration de l'approvisionnement alimentaire, mais devrait augmenter à 16 % en 2023 en raison de la sécheresse et de la hausse des prix des denrées alimentaires sur les principaux marchés sources du Kenya et de l'Ouganda suite au conflit

Russie-Ukraine. Il est prévu que la consolidation budgétaire, l'allocation de DTS (environ 3,8 % du PIB) et l'augmentation des recettes pétrolières généreront un excédent budgétaire de 10,0 % du PIB en 2022 et de 8,9 % en 2023. Le déficit du compte courant devrait s'améliorer pour atteindre 7,6 % du PIB en 2022 et dégager un excédent de 9,5 % en 2023 grâce à l'augmentation des recettes d'exportation de pétrole. Les perturbations du processus de paix, les fluctuations des cours du pétrole, la persistance de la COVID-19 et les effets du changement climatique sont les principaux risques à la baisse pesant sur la croissance.

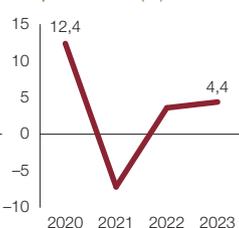
Changement climatique et options de politiques publiques

Le Soudan du Sud, classé 8^e dans l'IRC 2021, est fortement exposé au changement climatique, notamment aux sécheresses fréquentes, aux inondations et aux invasions de criquets, ce qui ruine la productivité agricole et la croissance du PIB. En outre, la pénurie d'eau peut devenir un facteur d'aggravation des conflits intercommunautaires entre les éleveurs et les agriculteurs. Les catastrophes naturelles induites par le changement climatique et les affrontements intercommunautaires ont entraîné des déplacements internes et des carences socioéconomiques pour les plus vulnérables. Elles ont également accru l'incidence des maladies infectieuses dans le contexte d'un système national de santé fragile. D'après le Rapport sur la deuxième CDN de 2021, la dysenterie et le paludisme comptent parmi les cinq premières causes de décès. Le Soudan du Sud a adopté une Politique environnementale (2015–2026) et a préparé le Rapport sur la deuxième CDN pour documenter les mesures correctives. La deuxième CDN accorde la priorité à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, en ciblant une réduction de 158 % des émissions de GES d'ici 2030. Elle recommande également des politiques sur les forêts et sur l'utilisation des terres pour orienter une exploitation durable des forêts et des ressources naturelles ; des politiques et des mesures d'incitation en faveur des investissements privés dans la production d'ER ; et des réglementations pour réduire le brûlage à la torche des gaz. L'accès au financement climatique est cependant limité, et il est donc indispensable de sensibiliser sur le financement carbone et les programmes de crédit associés. Atteindre l'ODD 13 relatif à l'action climatique sera un défi.

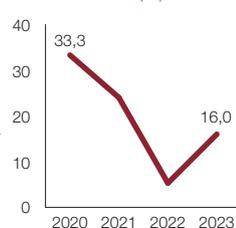
Taux de croissance du PIB réel (%)



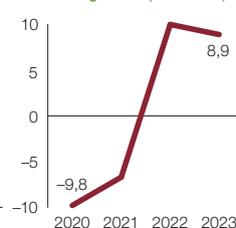
Taux de croissance du PIB réel par habitant (%)



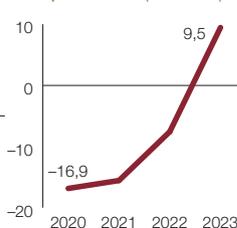
Inflation de l'IPC (%)



Solde budgétaire (% du PIB)



Compte courant (% du PIB)



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.